



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 février 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Commission du développement durable

#### Douzième session

14-30 avril 2004

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

Module thématique du cycle d'application 2004-2005

### Documents de synthèse présentés par les grands groupes\*\*

#### Note du Secrétariat

#### Additif

---

\* E/CN.17/2004/1.

\*\* Les vues et opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.



## **Communication présentée par les peuples autochtones\***

### **Eau, assainissement et établissements humains**

#### **Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–6	3
II. Les peuples autochtones et la question des établissements humains . . . . .	7–22	4
III. Les peuples autochtones et la question de l'eau . . . . .	23–39	9
IV. Les peuples autochtones et la question de l'assainissement . . . . .	40–42	15
V. La politique internationale concernant l'eau . . . . .	43–50	16
VI. Conclusions et recommandations . . . . .	51–98	18

---

\* Établie par la Fondation Tebtebba (Centre international des peuples autochtones pour l'éducation et la recherche sur les politiques) et le Réseau pour la défense de l'environnement en consultation avec les organisations représentatives des peuples autochtones.

## I. Introduction

1. Les peuples autochtones se félicitent de l'examen des questions thématiques portant sur les établissements humains, l'eau et l'assainissement inscrites à l'ordre du jour de la douzième session de la Commission du développement durable, centré sur la mise en oeuvre. Cet examen fera ressortir les difficultés et les obstacles rencontrés ainsi que les succès et les enseignements tirés du processus de mise en oeuvre. L'année 2004 marque l'aboutissement de la Décennie internationale des populations autochtones, et le bilan dressé à cette occasion permettra de mieux comprendre les politiques, les méthodes et les actions qui ont des effets sur le développement durable des peuples autochtones.

2. Dix années après la Conférence de Rio, le Sommet mondial pour le développement durable a réaffirmé avec force son attachement aux principes de Rio, à la mise en oeuvre complète d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan d'application de Johannesburg. Dans la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable, les dirigeants politiques du monde ont annoncé : « Nous réaffirmons que les populations autochtones ont un rôle primordial à jouer dans le développement durable ».

3. Les engagements pertinents pris au chapitre 26 d'Action 21 intitulé « Reconnaissance et renforcement du rôle des populations autochtones et de leurs communautés » énoncent : « Vu les rapports existant entre l'environnement naturel et son développement durable et le bien-être culturel, social et physique des populations autochtones, les efforts nationaux et internationaux déployés en vue d'un développement durable et écologiquement rationnel devraient reconnaître, intégrer, promouvoir et renforcer le rôle de ces populations et de leurs communautés. »

4. Les établissements humains, l'eau et l'assainissement couvrent un ensemble de relations d'interdépendances sociales et écologiques entre les peuples et avec la Terre. Les établissements humains constituent un foyer culturel à l'intérieur d'un espace écologique plus vaste : la Terre. L'eau est un élément essentiel de la planète et donc, de la vie. L'assainissement est essentiel à la préservation de la santé, du bien-être et de la vie des peuples et de la nature.

5. Le présent document de synthèse sur les peuples autochtones, les établissements humains, l'eau et l'assainissement, élaboré pour la douzième session de la Commission du développement durable, rend compte de cette interdépendance sociale et écologique et souligne que la diversité des établissements humains est un critère central du suivi des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du développement durable. Il s'intéresse aux effets de l'urbanisation sur les établissements humains des peuples autochtones dans les milieux rural et urbain.

6. Cette réunion devrait faire une place suffisante à l'examen de l'équilibre et des pratiques d'ensemble des plans intégrés d'aménagement du territoire et de gestion des ressources afin de veiller à la préservation de la diversité et de la viabilité à long terme des écosystèmes et des établissements humains, y compris du bien-être des populations autochtones. Les méthodes, politiques et actions adoptées par la communauté internationale sur ces questions importantes auront des effets à long terme sur la santé et le bien-être des peuples et de la planète.

## II. Les peuples autochtones et la question des établissements humains

### Encadré 1

En matière d'établissements humains, il s'agit avant tout d'améliorer, du point de vue social, économique et écologique, la qualité de ces établissements humains et les conditions de vie et de travail de tous, en particulier des pauvres des zones urbaines et rurales.

*Source* : Action 21, chap. 7.

### La diversité des établissements humains – la Terre, notre foyer

7. L'examen, par la Commission, des actions menées dans le but d'arriver à des établissements humains viables doit commencer par l'affirmation de la diversité des établissements humains qui ont, de tout temps, existé et qui existent encore aujourd'hui, qu'il s'agisse de petites communautés liées à la terre ou de grandes conurbations.

8. À l'échelle de l'histoire des établissements humains, les villes ont à 99 % été un choix, un mode de vie, parmi bien d'autres. Le 1 % restant, qui représente l'histoire la plus contemporaine, c'est-à-dire la fin du XXe siècle et le début du XXIe, correspond à l'époque où, pour la première fois, la majorité de la population humaine vit dans des zones urbaines. Cette évolution, qui est liée étroitement à la mondialisation, a amplifié le rayonnement des modes de consommation et de production des villes en étendant leur emprise sur les territoires, les ressources et les établissements humains les plus divers du monde entier. Une des formes d'établissement humain, le cadre bâti, qui est organisé par l'intermédiaire des États et qui s'appuie sur les valeurs du marché, envahit et submerge d'autres établissements humains organisés autour de ressources, d'institutions et de valeurs locales. Le béton grignote les territoires des peuples autochtones qui perdent ainsi le contrôle de leur destin et voient s'éloigner les possibilités d'un développement durable.

9. La plupart des peuples autochtones continuent aujourd'hui de vivre dans des établissements éloignés des villes modernes et des centres industriels. Les communautés autochtones incarnent les liens historiques avec la terre, l'eau et les forêts. Leurs moyens de subsistance et leur économie sont adaptés aux écosystèmes divers tels que les forêts, les montagnes, les déserts, la toundra ou les zones humides qui constituent leur milieu naturel. Les établissements humains sont des foyers culturels à l'intérieur d'un espace écologique plus large : la Terre. Dans certains pays à forte concentration urbaine (tels que le Canada, le Chili, les États-Unis d'Amérique et la Nouvelle-Zélande), où les taux d'urbanisation se situent entre 50 et 70 %, la proportion de personnes autochtones vivant dans les villes tend également à augmenter.

10. Chez les peuples autochtones, les établissements humains sont, en règle générale, des communautés autonomes qui répondent aux besoins sociaux,

économiques, religieux et politiques des personnes, mais aussi des espaces où les populations ne sont pas isolées de leurs terres, de leurs eaux et de leurs forêts, ce qui n'a qu'un rapport très lointain avec la notion d'établissement urbain qui renvoie simplement à l'existence d'infrastructures et d'équipements. Les femmes réfugiées de Mindanao (Philippines) ont critiqué le projet gouvernemental de réinstallation, affirmant que le concept de foyer ne signifiait pas seulement un espace entouré de quatre murs. « Un foyer, c'est aussi un espace pour élever des poulets et des porcs et ainsi compléter le revenu familial. En construisant des infrastructures physiques seulement, nous ne répondons pas à un des besoins de la femme, celui d'être productive dans son espace propre. L'espace doit aussi être pour la femme un lieu où elle subvient à ses besoins, contribuant ainsi à son autonomisation en tant que membre productif de la société. » (<[www.womenwagingpeace.net/contant/articles/0074a.html](http://www.womenwagingpeace.net/contant/articles/0074a.html)>)

11. Les éleveurs sont des autochtones nomades qui utilisent la mobilité comme stratégie d'établissement et de subsistance, tout en conservant et en protégeant des milieux fragiles. Ils ont pour règle, entre autres, de suivre des méthodes traditionnelles de pâturage qui épargnent des parcelles de pâture jusqu'à ce que celles-ci soient reconstituées et de clôturer les points d'eau pour éviter qu'ils soient pollués. Leurs modes d'habitat ne sont ni fixes ni permanents. Ils se déplacent avec leur troupeau de lieu en lieu au gré des saisons et traversent même des frontières, mais avec l'assentiment d'autres communautés d'éleveurs. Les gouvernements ont mis en place des politiques pour sédentariser les éleveurs, mais les parcelles de terre qu'on leur a accordées étaient souvent peu adaptées à la conservation de leur troupeau et à la préservation de leurs moyens d'existence, tout comme elles étaient parfois nuisibles à l'environnement.

12. Pour les peuples autochtones qui pratiquent la chasse et la cueillette, le nomadisme, la culture sur brûlis, l'élevage des rennes et le pastoralisme, la relation et l'accès permanents à leur milieu naturel leur assure moyens de subsistance et sécurité alimentaire au moyen de modèles d'établissement parfaitement intégrés au milieu naturel. Les mesures d'expropriation dont ils font l'objet de la part des autorités et les priorités de la modernisation les ont dépourvus d'une partie de leurs terres et sévèrement appauvris. Les politiques de sédentarisation, de réinstallation forcée ou de restrictions concernant l'accès aux terres coutumières que mènent les gouvernements violent leurs droits à vivre des ressources de leur milieu et à avoir un logement convenable.

## **Les déplacements et l'urbanisation**

13. Depuis les débuts de la colonisation des terres et des îles des peuples indigènes, les établissements humains et les migrations des colons et des populations non autochtones ont toujours été – et continuent d'être – très préjudiciables aux autochtones. La colonisation est souvent accompagnée de politiques de militarisation, d'élimination des peuples autochtones, d'apparition de nouvelles maladies et d'imposition de structures de pouvoir étrangères qui font fi des droits inhérents aux terres, aux eaux, à l'autodétermination et aux pratiques culturelles et spirituelles des peuples autochtones. Cette menace continue aujourd'hui de peser lourdement sur les peuples indigènes qui ont délibérément choisi de vivre isolés, à l'image des peuples du bassin de l'Amazonie. Ces peuples

continuent d'être déplacés en masse par la force et la violence du fait de projets de développement dont la conséquence, sinon l'intention, est de les assimiler de force.

14. Si l'urbanisation et la modernisation ont amélioré la condition économique et matérielle de certains peuples autochtones, la plupart ont été appauvris, autant dans les villes que dans les campagnes. Leur intégration et leur confinement dans des États modernes par la colonisation et la modernisation a ouvert la voie à l'expropriation de leurs terres et de leurs ressources. D'une façon générale, cela a été rendu possible par l'établissement des colons sur ces territoires, des activités d'extraction minière, la construction de grandes infrastructures, la proclamation de zones protégées, et, plus récemment, l'affectation de certains sites au développement industriel et au stockage de déchets et de substances toxiques.

15. De nombreux projets de ce type compromettent de façon directe la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté et de fourniture de logements à tous puisqu'ils conduisent à des déplacements forcés de nombreuses communautés autochtones, les condamnent à la paupérisation sur leurs terres d'origine et contribuent à l'exode rural. La perte de terres et de territoires et les effets négatifs des accords de libre-échange qui ont créé des mécanismes de privatisation des terres communales des autochtones forcent de nombreuses populations autochtones à la migration vers les villes pour s'assurer des moyens de subsistance. Dans ces poches urbaines, elles rejoignent la cohorte des pauvres en essayant de survivre, coupées de leur famille, de leur communauté et de leur culture.

16. Dans de nombreuses régions, l'expansion des villes et l'accroissement de la population empiètent sur les territoires traditionnels des peuples autochtones qui ne disposent, au niveau local comme au niveau national, d'aucun moyen de recours pour faire valoir leurs droits. Les établissements humains de catégories et de castes divers disputent aux peuples autochtones l'usage de rares terres et de maigres ressources en eau, ce qui donne lieu à des combats politiques et juridiques pour les droits concernant la terre et l'eau.

## Les déplacements involontaires

17. La pauvreté des peuples autochtones est directement liée à la dépossession de leurs terres qui sont un facteur fondamental pour leur sécurité, leur mode de subsistance et leur bien-être. Les privations matérielles qu'ils endurent sont aussi liées à la perte de leur langue et de leur culture.

### Encadré 2

#### **La pauvreté culturelle : le point de vue des Dayaks**

Les sept principes ci-après énoncés résument les idéaux des Dayaks, fondés sur leurs valeurs culturelles :

1. Durabilité (biodiversité) par opposition à productivité (monoculture);
2. Collectivité (coopération) par opposition à individualité (concurrence);
3. Nature (biologique) par opposition à machine (non biologique);

4. Spiritualité (rites) par opposition à rationalité (science);
5. Processus (utilité) par opposition à résultat (efficacité);
6. Subsistance (famille) par opposition à commercialité (marché);
7. Lois coutumières (local) par opposition aux lois de l'État (global).

Selon la croyance des Dayaks, l'échec dans la réalisation de ces idéaux conduit au *barau* (Jalai Dayak), qui est l'échec du fonctionnement normal de la nature, lequel aboutit au chaos. *Barau* est le résultat de la transgression de l'Adat, c'est-à-dire d'une cassure de la relation avec la nature. Pour les Dayaks, la pauvreté est directement liée à l'échec dans l'exercice de l'Adat qui régit le mode de vie des personnes.

*Source* : John Bamba, « Seven Fortunes vs. Seven Calamities ».

18. Dans les villes, les peuples autochtones sont victimes de l'inégalité dans tous les domaines : salaires plus bas, chômage, formation et éducation insuffisantes, mauvaise santé, mauvaises conditions de logement et condamnations pénales. Dans ces communautés établies dans les villes, de nombreuses personnes gardent le contact avec leurs familles et leurs terres et créent des associations et des relations, ce qui est un moyen de se créer un espace et un continuum socioculturel loin de leur habitat traditionnel. Ce mécanisme d'adaptation les aide à réduire au minimum les conflits qui peuvent naître des bouleversements qu'ils ont vécus et des exigences de la vie urbaine.

19. Les stratégies de subsistance et d'emploi suivies par les populations autochtones vivant dans des villes s'appuient sur des qualifications traditionnelles, mais elles aboutissent souvent à des emplois sous-payés. On citera notamment la commercialisation de produits d'artisanat, de plantes médicinales ou de remèdes traditionnels, l'emploi dans les chantiers de construction des Igorot, spécialistes de la construction de terrasses pour la riziculture, et des Masai, guerriers de l'Afrique de l'Est, comme agents de sécurité. D'autres sont exploités et servent d'attraction pour touristes dans des établissements spécialisés. Un grand nombre d'entre eux gagnent leur vie en se livrant au petit commerce, à des tâches ingrates ou comme employés de maison et personnels de services mal rémunérés ou sont utilisés comme main-d'œuvre à bon marché.

20. D'un autre côté, les populations autochtones vivant dans des villes ont permis de faire mieux connaître leurs problèmes par des activités de sensibilisation et des actions publiques.

### **Aménagement et gestion durables du territoire : démarcation et respect des droits fonciers des peuples autochtones**

21. Dans le cadre du plan d'action pour les établissements humains, l'application des stratégies intégrées d'aménagement du territoire et de gestion du stock de ressources naturelles fait toujours apparaître un manque de dynamisme, avec des lenteurs dans la progression des travaux relatifs à la cartographie et à la démarcation des terres et des territoires des peuples autochtones, qui visent à assurer la sécurité d'occupation et une protection juridique. Les populations intéressées accordent un

rang de priorité élevé à cette activité qui revêt une importance capitale pour la réalisation effective de leur autodétermination et de leur développement durable.

22. En effet, aussi longtemps qu'on refusera d'accorder aux peuples autochtones une sécurité de jouissance à l'égard des terres, des eaux et des autres ressources qu'ils contrôlent et exploitent selon un usage établi de longue date, la contribution qu'ils peuvent apporter au développement durable restera incomplète. L'absence de mécanismes – ou leur insuffisance – pour la protection juridique des droits de ces populations dans le processus de développement, y compris planification et l'exécution des projets d'aménagement hydraulique, d'assainissement et autres projets d'équipement pour les établissements humains, est une lacune à laquelle il faut remédier.

### Encadré 3

#### **Cartographie des droits fonciers : démarcation des terres autochtones**

Au cours des 25 dernières années, les constitutions de nombreux pays, notamment des pays d'Amérique latine, ont été révisées pour admettre la présence de peuples autochtones en tant que composantes de leurs sociétés multiculturelles et pluriethniques. On a adopté des constitutions et des lois qui institutionnalisent la reconnaissance des droits fonciers de ces peuples. Toutefois, les progrès réalisés dans le sens d'une reconnaissance effective de ces droits dans la pratique ont été lents, essentiellement parce qu'on a privilégié des lois, des politiques et des intérêts économiques antinomiques dans l'aménagement du territoire et dans l'attribution des droits.

Les initiatives volontaristes prises par les peuples autochtones, avec l'appui des ONG solidaires, en vue d'établir la cartographie et la démarcation de leurs propres terres sont l'un des faits nouveaux les plus marquants qui se sont produits au cours de cette période. Employant des techniques et des méthodes très diverses, les communautés autochtones du monde entier, de l'océan Arctique à l'Amazonie et depuis le continent américain jusqu'à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont établi leurs propres cartes pour les terres qu'elles possèdent dans le cadre d'une stratégie de contestation des plans d'aménagement imposés par les gouvernements et d'affirmation de la complexité et de la validité de leurs propres conceptions en la matière. Les techniques utilisées allaient de l'établissement de simples croquis d'exploration et de l'organisation de groupes de discussion au sein des communautés à la réalisation d'études très techniques faisant appel à des cartographes qualifiés et à des géomètres agréés.

Parmi les techniques les plus avancées, on mentionnera celle qui consiste à former des membres de la communauté à l'utilisation de matériel GPS pour qu'ils puissent « baliser » de façon précise les sites qui présentent un intérêt culturel, économique ou historique. L'intégration de ces données géoréférencées dans des grilles simples d'un système d'information mondial avec des cartes de base scannées permet aux communautés autochtones de maîtriser et de contrôler le



Parmi les techniques les plus avancées, on mentionnera celle qui consiste à former des membres de la communauté à l'utilisation de matériel GPS pour qu'ils puissent « baliser » de façon précise les sites qui présentent un intérêt culturel, économique ou historique. L'intégration de ces données géoréférencées dans des grilles simples d'un système d'information mondial avec des cartes de base scannées permet aux communautés autochtones de maîtriser et de contrôler le contenu des cartes sans que la qualité technique soit compromise. À l'usage, ces techniques se sont révélées efficaces au sein des communautés, non seulement pour valider les connaissances des peuples autochtones et faire valoir leurs droits, mais aussi en tant qu'instruments permettant de surmonter les rivalités interethniques, d'encourager la transmission du droit coutumier (et des usages) et de promouvoir la planification de l'utilisation des sols.

Les techniques choisies ont varié surtout en fonction des législations nationales et des contextes politiques ainsi que du degré d'autonomie accordé aux cartographes. Dans certains pays comme le Pérou et les Philippines, les relevés indépendants vérifiés par des géomètres au service de l'État sont acceptés en tant que documents de base pour les revendications foncières et l'enregistrement des titres fonciers. Dans d'autres, tels que le Guyana et le Sarawak, les gouvernements ont refusé d'établir la cartographie des terres autochtones, ne laissant pas d'autre choix aux communautés que d'effectuer des relevés de leur propre initiative. Les cartes ainsi établies se sont révélées cruciales pour faire valoir ultérieurement des revendications foncières devant les tribunaux ou, lorsque les organismes publics faisaient preuve d'un esprit de dialogue, ont fourni une base solide pour la renégociation des revendications foncières des peuples autochtones, comme ce fut le cas en Afrique du Sud.

Bien que certains gouvernements se soient montrés hostiles à ces initiatives, allant même jusqu'à déclarer les cartes illégales dans le cas du Sarawak, en général il a été largement admis que les techniques de « cartographie sociale » étaient un instrument important qui permettait aux peuples autochtones d'engager un dialogue avec les décideurs et les responsables de l'aménagement du territoire sur une base plus équitable.

*Source* : Forest Peoples Programme <[www.forestpeoples.org](http://www.forestpeoples.org)>.

### III. Les peuples autochtones et la question de l'eau

#### Encadré 4

#### **Déclaration de Kyoto sur l'eau faite par les peuples autochtones en mars 2003**

Nous, peuples autochtones de toutes les régions du monde ici réunis, réaffirmons notre relation avec la Terre mère et le devoir qui nous incombe à l'égard des générations futures d'élever nos voix de façon solidaire pour plaider en faveur de la protection de l'eau. Nous avons été

Nous, peuples autochtones de toutes les régions du monde ici réunis, réaffirmons notre relation avec la Terre mère et le devoir qui nous incombe à l'égard des générations futures d'élever nos voix de façon solidaire pour plaider en faveur de la protection de l'eau. Nous avons été placés par la volonté divine sur cette terre, chacun de nous sur ses propres terres et territoires sacrés et ancestraux, afin de veiller sur l'ensemble de la création et de protéger l'eau.

Reconnaissant que l'eau est sacrée et essentielle à toute les formes de vie, nous l'honorons et la respectons en tant que telle. Nos connaissances, nos lois et nos modes de vie traditionnels nous inculquent un sens des responsabilités pour protéger ce don sacré qui établit un lien entre tous les êtres vivants.

La relation que nous entretenons avec nos terres, nos territoires et notre eau constitue le socle physique, culturel et spirituel fondamental de notre existence. Cette relation qui nous unit à la Terre mère nous impose de préserver nos eaux douces et nos océans pour la survie des générations présentes et futures. Nous affirmons le rôle qui nous échoit en tant que gardiens ayant des droits et des responsabilités pour ce qui est de défendre et de protéger l'eau, de veiller à sa disponibilité et à sa pureté. Nous sommes unis dans notre volonté de respecter et d'appliquer nos connaissances et nos lois coutumières et d'exercer notre droit à l'autodétermination afin de préserver l'eau et, en général, la vie.

23. Élément lié aux établissements humains, l'eau est une source essentielle de vie. Dans maintes sociétés autochtones, la relation que les habitants établissent avec l'eau pour ses caractéristiques vivifiantes imprègne leur culture et leurs valeurs spirituelles. Les systèmes de gestion et d'exploitation des ressources en eau des peuples autochtones sont fondés sur des principes et des pratiques qui ménagent un équilibre entre les besoins immédiats de ces peuples, ceux de l'environnement et d'autres êtres vivants – plantes, animaux et êtres humains – et les impératifs liés à la viabilité des générations futures. Les peuples autochtones ont un rôle important à jouer dans la gestion durable des ressources hydriques, et leurs cultures et leurs connaissances font partie intégrante du patrimoine et du bagage culturel de l'humanité. Dans cette optique, il faut respecter dûment les droits de ces populations.

### **Crise de l'eau**

24. Les peuples autochtones de toutes les régions du monde sont préoccupés par le fait que les écosystèmes, et notamment les systèmes hydrologiques, se dégradent de plus en plus et se trouvent dans un état critique. Les eaux continuent d'être polluées par des produits chimiques, des pesticides, des eaux d'égout, des agents pathogènes, des substances radioactives et des déversements de résidus de minerais ou de déchets de navires dans les océans. La crise de l'eau est la conséquence d'une crise de gestion et d'une crise culturelle. Les connaissances traditionnelles accumulées par les peuples autochtones au fil des millénaires sont remises en cause avec l'importance excessive accordée aux méthodes, normes et technologies scientifiques occidentales qui sont relativement récentes et restrictives. Les peuples autochtones

sont favorables à l'adoption de mesures énergiques pour qu'ils puissent apporter une contribution maximale en faisant partager leurs expériences, leurs savoirs et leurs préoccupations.

25. L'existence d'un cadre éthique fondé sur le respect de l'eau en tant que source de vie et de ses manifestations culturelles revêt une importance primordiale pour la politique de l'eau et l'utilisation des ressources hydriques. Quand l'eau est mal respectée, mal utilisée et mal gérée, les peuples autochtones voient là un danger pour la survie des populations, des établissements humains et de toute la création. Le droit de ces peuples à l'autodétermination et à la souveraineté, leurs connaissances traditionnelles empiriques et leurs pratiques culturelles axées sur la protection de l'eau sont négligés et bafoués. De graves conflits ont déjà éclaté au sein des États, des peuples autochtones et des communautés locales et, entre eux, à propos de l'eau.

26. Dans l'ensemble des territoires autochtones du monde entier, l'eau douce se fait de plus en plus rare et les communautés autochtones et d'autres organismes vivants – terres, forêts, animaux, oiseaux, plantes, faune et flore marines, air, etc. – n'ont plus suffisamment accès à l'eau, y compris les océans. En cette période de pénurie, les gouvernements créent, dans le secteur de l'eau, des intérêts commerciaux qui entraînent des iniquités dans la distribution de cette ressource et empêchent la nature de bénéficier de ses vertus vivifiantes.

### **Exploitation minière et ressources en eau**

27. L'expansion industrielle mondiale, en particulier l'essor des industries extractives, a accéléré la contamination des eaux souterraines et de l'environnement par des métaux lourds, des polluants organiques persistants et des acides. Au nord-est des États-Unis et dans l'État de l'Oklahoma, six tribus autochtones (Quapaw, Shawnee de l'Est, Seneca-Cayuga, Wyandott, Ottawa et Peoria) ont vu leur bassin hydrographique de Tar Creek, qui était jadis florissant, ravagé par les eaux d'exhaure acides, troubles et de couleur orange, provenant d'une exploitation minière (Pitcher Mining Field).

28. L'industrie d'extraction minière a largement contaminé et amenuisé les ressources en eau des communautés autochtones, en détruisant parallèlement les paysages naturels, en déstabilisant les structures familiales et en causant la perte de systèmes alimentaires et de terres sacrées et culturellement importantes. À titre d'exemple, on peut citer le cas d'une société minière qui est le plus grand producteur de charbon au monde et exploite une mine de charbon sur un terrain appartenant à un peuple autochtone – les *Navajos* (*Dineh'*) –, en utilisant un carbo-duc qui extrait chaque année près de 5 milliards de litres d'eau de l'aquifère sur une superficie de plus de 1 600 hectares pour faire fonctionner son installation de production de bouillie de charbon. L'installation consomme en moyenne 453 600 litres d'eau à l'heure pour 43 000 tonnes de charbon par jour. Par voie de conséquence, le niveau des eaux s'est abaissé de plus de 30 mètres dans certains puits et le taux de déversement a été réduit de plus de 50 % dans la plupart des sources locales provenant de l'aquifère, qui faisaient l'objet d'une surveillance. Cette situation est d'autant plus grave que la région a été frappée récemment par une sécheresse qui a duré sept ans.

29. La nappe aquifère d'Ogallala, qui s'étend sous des sols appartenant à huit États américains – Dakota du Sud, Nebraska, Wyoming, Colorado, Kansas, Oklahoma, Nouveau Mexique et Texas – est surexploitée dans l'ensemble de la zone. Un tiers de son volume est pompé pour des cultures irriguées et l'eau est extraite de cette nappe à un rythme de 8 à 40 fois supérieur à celui de l'alimentation naturelle. Plus de 40 tribus autochtones sont touchées. Dans cette vaste région aride, la faune et la flore sauvages sont tributaires de la nappe souterraine d'Ogallala car elle contribue à alimenter les eaux de surface. Des études ont montré que quelque 21 à 50 espèces de poissons ont disparu essentiellement parce que la surexploitation de l'aquifère d'Ogallala a entraîné l'assèchement de rivières et de ruisseaux qui en étaient tributaires pour la reconstitution de leur débit de base.

## **Énergie et eau**

30. Le réchauffement de la planète et la modification du climat font peser de lourdes menaces sur les communautés autochtones et les populations locales des régions arctiques, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, des îles du Pacifique, d'Amérique du Nord et de toutes les contrées du monde. S'ils ne sont pas enrayerés, les changements climatiques provoqueront un accroissement de la fréquence et de la gravité des orages, des inondations, des sécheresses et des pénuries d'eau. Ils entraînent une aggravation de la désertification à l'échelle mondiale, une pollution et un assèchement des sources d'eau superficielles et souterraines et l'extinction d'espèces végétales et animales précieuses.

31. Les communautés les plus mal armées pour résister aux changements climatiques sont les peuples autochtones et les communautés locales paupérisés qui sont installés dans des milieux ruraux et urbains marginaux. Les petites communautés insulaires risquent d'être submergées du fait de l'élévation du niveau des océans. Nombre de pays d'Afrique sont frappés par des sécheresses sans précédent.

32. Pour les Inuit, les Inupiat, les Yupik, les Athabascan et d'autres tribus autochtones vivant en Alaska et dans le nord du Canada, les changements climatiques font planer un danger immédiat sur le maintien de leur mode de vie. Les Inuit et d'autres tribus autochtones des régions polaires voient leur univers fondre sous leurs yeux. Les glaciers reculent, la glace s'amincit, les rivages s'érodent et le pergélisol fond, phénomènes qui sapent les fondations des maisons, perturbent les activités de subsistance traditionnelles et forcent les communautés à se déplacer vers l'intérieur des terres. Le climat se modifie en ce moment même et les peuples et communautés susmentionnés sont déjà touchés de plein fouet. Sans neige et sans glace, leur mode de vie et leur culture sont condamnés à disparaître.

33. Les États-Unis, le Mexique et l'Amérique centrale connaissent de graves sécheresses depuis quelques années. Les conflits engendrés par les rivalités dans l'accès aux sources existantes d'approvisionnement en eau, qui sont déjà limitées, ont été amplifiés du fait de ces conditions climatiques. Les peuples autochtones ont ainsi été contraints de défendre leur accès à l'eau et leurs modes traditionnels d'utilisation de cette ressource, ou alors de quitter leurs régions d'origine et de renoncer à leur économie fondée sur une agriculture de subsistance pour travailler dans des villes. En période de pénurie, on voit les gouvernements et les sociétés privées créer des intérêts commerciaux qui entraînent des iniquités dans la

distribution de l'eau et, partant, des effets dévastateurs sur l'agriculture et les autres systèmes d'alimentation locaux traditionnels.

## **Barrages et peuples autochtones**

34. Les peuples autochtones et les communautés locales ont été touchés de façon disproportionnée par les répercussions des grands barrages. En Inde, 40 % des personnes qui ont été déplacées à la suite de la construction de barrages sont des *Adivasis* qui représentent moins de 6 % de la population indienne. Les grands barrages qui ont été construits ou qui sont envisagés aux Philippines sont presque tous situés sur des terres ancestrales appartenant aux 5 millions d'autochtones recensés dans le pays. Au Canada, les projets relatifs à la construction de centrales hydroélectriques sur le lac Winnipeg et les rivières Churchill-Nelson dans le Manitoba septentrional et dans la baie James au Québec (Projet Hydro-Québec) sont les deux projets les plus vastes et les plus complexes jamais entrepris au Canada. Ils ont eu des retombées néfastes sur de vastes zones forestières boréales écologiquement fragiles, l'habitat pour la faune et les terres des populations cries du fait du détournement de rivières, des inondations, de l'inversion saisonnière du flux, de l'érosion des rivages et de la destruction des voies d'accès aux parcours de piégeage et autres dommages connexes causés aux cultures autochtones.

### **Encadré 5**

#### **Les barrages et les peuples autochtones**

Le lancement récent de plusieurs projets hydroénergétiques prévoyant la construction de nouveaux barrages de grandes dimensions continue de menacer la sécurité de nombreuses communautés autochtones, alors même que beaucoup d'autres réclament des indemnisations pour des préjudices antérieurs.

Les représentants des communautés autochtones qui ont participé à l'atelier ont confirmé que les grands barrages avaient des répercussions d'une gravité disproportionnée sur les peuples autochtones et que les terres de ces derniers étaient également visées dans des proportions excessives par les projets de construction de nouveaux barrages. On construit actuellement des ouvrages qui toucheront des peuples autochtones au Botswana, dans le nord-est de l'Inde, au Honduras, au Mexique, aux Philippines, dans le bassin du Mékong, en Malaisie et dans nombre d'autres pays. Parmi les principales répercussions figurent notamment : la perte de terres et de moyens de subsistance, l'érosion des bases de la société, la déculturation, la désagrégation de l'identité culturelle, le morcellement des institutions politiques et les atteintes aux droits de l'homme. Dans de nombreux pays, la construction de barrages a été associée à une militarisation.

Les plans d'aménagement et les projets de construction de barrages présentent de graves défauts au niveau des procédures, notamment :

- Non-prise en compte des traits distinctifs des peuples autochtones dans la planification des projets;

- Non-prise en compte des traits distinctifs des peuples autochtones dans la planification des projets;
- Non-reconnaissance des droits et des territoires coutumiers;
- Insuffisance des études d'impact sur l'environnement et la société ou absence de telles études;
- Réinstallation mal planifiée, indemnisation tardive et inadéquate;
- Faiblesse des mécanismes de participation, absence de négociations et de consentement préalable donné en connaissance de cause;
- Exclusion sociale et discrimination endémique dans les sociétés nationales, y compris absence de droits inhérents à la citoyenneté. Les politiques économiques néo-libérales, qui sont de plus en plus répandues, contribuent à affaiblir la protection des droits des peuples autochtones sur le plan national et à engendrer des conflits législatifs. À l'échelon régional, des plans économiques comme le Plan Puebla-Panama et des accords commerciaux encouragent la construction de réseaux régionaux de distribution d'énergie et de nouveaux barrages. Dans un tel contexte, les responsabilités des constructeurs, des exploitants, des entrepreneurs, des consultants et des bailleurs de fonds à l'égard des populations touchées tendent à se relâcher et cette tendance sera sans doute accentuée par les initiatives qui visent à privatiser davantage l'industrie de construction de barrages. Les politiques déresponsabilisantes exacerbent les conflits dans de nombreux pays et les peuples autochtones se mobilisent contre les mesures prises par les États, notamment celles qui tendent à privatiser les terres et l'eau, en organisant des soulèvements populaires.

*Source* : Deuxième Réunion internationale des populations touchées par les barrages, Thaïlande (novembre 2003).

## Privatisation de l'eau

35. De plus en plus, les systèmes hydrologiques situés sur les terres d'origine des peuples autochtones sont régis par des mécanismes de gestion imposés de l'extérieur, ainsi que par des accords et des pratiques commerciaux qui brisent les liens entre ces peuples et les écosystèmes. L'eau est traitée comme un bien marchand et un objet de profit qui peut être acheté, vendu et négocié dans le cadre de systèmes mondiaux et nationaux fondés sur les lois du marché.

36. La notion de commercialisation et de privatisation de l'eau va à l'encontre des conceptions des peuples autochtones selon lesquelles il existe un lien indissociable entre l'eau, la terre sur laquelle elle est située et la population qui vit sur cette terre. Le fait de détourner l'eau de son lit naturel, de la transporter et de la mettre en bouteille revient à transférer la propriété de droits naturels d'accès à l'eau et de jouissance des avantages inhérents à celle-ci à des sociétés privées au détriment des populations locales et des communautés autochtones qui sont les principaux utilisateurs et les principaux intervenants dans la préservation et la gestion de l'eau.

37. Dans la région andine d'Amérique latine, les systèmes de gestion d'eau des communautés autochtones et locales jouent un rôle fondamental en assurant la subsistance des populations à l'échelon local et en aidant à renforcer la sécurité alimentaire à l'échelon national. Ce sont ces collectivités qui fournissent la plus grande partie des produits alimentaires consommés par les populations nationales. Toutefois, les pressions qui s'exercent sur la répartition des ressources en eau et l'accès à celles-ci – extrêmement inégaux – et sur les droits coutumiers des peuples autochtones à l'égard de l'eau s'accroissent dans les pays d'Amérique latine. Des millions d'utilisateurs autochtones sont structurellement intégrés dans les classes les plus pauvres de la société au sein de la région andine. Ils ne sont pas représentés dans les organes de décision nationaux et internationaux, ce qui contribue à aggraver les inégalités, la pauvreté, les conflits et la destruction de l'environnement.

38. La privatisation des services publics de base tels que les services de distribution d'eau et d'énergie dans plusieurs pays a provoqué des grèves générales et des manifestations de masse comme celles qui ont été orchestrées par les peuples autochtones en Bolivie. L'Accord général sur le commerce des services, dont le champ d'application a été élargi pour inclure les services environnementaux liés à l'assainissement et à la protection de la nature et des paysages, les services financiers et le tourisme, entre autres choses, est l'instrument qui permet de privatiser ces services publics.

39. Les pressions démographiques croissantes, les migrations et l'urbanisation des zones rurales entraînent de profonds changements dans la structure agraire, les cultures locales et les modes de gestion des ressources naturelles. Des nouveaux-venus revendiquent une part appréciable des droits existants relatifs à l'usage de l'eau sur les territoires des communautés autochtones et des populations locales. Des acteurs puissants parviennent à exercer une influence sur les nouvelles réglementations et politiques ou à monopoliser les droits. Les peuples autochtones des régions andines se voient interdire l'accès à des systèmes contemporains de gestion des ressources en eau autochtones et, de surcroît, les gouvernements et les peuples non autochtones les dépossèdent des droits naturels et légitimes qu'ils détiennent à l'égard de la terre et de l'eau.

#### **IV. Les peuples autochtones et la question de l'assainissement**

40. La santé des peuples autochtones dépend d'un approvisionnement adéquat en eau salubre, du traitement des eaux usées, de l'assainissement et de la présence de systèmes d'élimination des déchets.

41. Dans divers endroits du monde, tant dans les pays en développement que dans les pays développés, les peuples autochtones ne disposent pas d'installations qui leur assurent un approvisionnement adéquat en eau salubre et leur permette d'éliminer les déchets. Un nombre alarmant, et sans cesse croissant, d'individus ont accès à une eau impropre à la consommation. Il n'existe pas de programme d'infrastructure collective visant à parer aux risques de santé les plus immédiats, en assurant un approvisionnement en eau potable, des installations sanitaires de base et un logement sûr. Au Canada, une communauté autochtone sur huit risque d'être contaminée par de l'eau impropre à la consommation, qui chaque année est cause du décès de nouveau-nés et de vieillards.

42. Aux États-Unis, environ 7,5 % des foyers des tribus autochtones ne sont pas approvisionnés en eau potable et ne disposent pas d'installations d'évacuation des eaux usées, contre 1 % des foyers pour l'ensemble de la population. En certains endroits du territoire occupé par les Indiens autochtones, 36 % des foyers sont privés d'eau potable et de système d'égout. Les besoins de base en matière d'assainissement de près de la moitié des 192 villages autochtones d'Alaska ne sont pas satisfaits. Quatre-vingt-neuf d'entre eux n'ont pas de système de distribution d'eau par canalisations ou par camion. Les villageois se chargent eux-mêmes de l'approvisionnement aux points d'eau et aux robinets collectifs. 20 000 des 86 000 habitants des villages autochtones d'Alaska dépendent de systèmes obsolètes tels que « le seau hygiénique ».

## V. La politique internationale concernant l'eau

43. Les peuples autochtones ont remis en cause le modèle dominant des politiques et des programmes relatifs à la mise en valeur des ressources en eau, qu'il s'agisse de la nationalisation, de la privatisation ou de la marchandisation de l'eau, des utilisations qui en sont faites ou de la libéralisation des services, autant de domaines dans lesquels les droits de ces peuples relatifs à l'eau ne sont pas reconnus. Ils ont aussi participé à un grand nombre d'activités consacrées à l'eau, à l'échelon international, qui présentent pour eux un intérêt particulier et leur ont permis de faire valoir l'importance des connaissances et des valeurs liées à l'eau et leur droit à participer à la prise de décisions concernant la mise en valeur des ressources en eau et en énergie.

44. Les peuples autochtones du monde entier se sont réunis à Kimberley (Afrique du Sud), du 19 au 23 août 2002, dans le cadre du Sommet international des peuples autochtones sur le développement durable, prélude au Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg. Trois cents représentants autochtones ont participé à l'élaboration du Plan de mise en oeuvre des peuples autochtones pour le développement durable et de la Déclaration de Kimberley portant, entre autres, sur les questions relatives à l'eau.

45. La Déclaration sur l'eau et la diversité culturelle faite lors du troisième Forum mondial de l'eau a attiré l'attention sur l'importance de la dimension culturelle de l'eau qui s'est établie au fil des millénaires et constitue une mine de pratiques ancestrales et de méthodes innovantes.

46. La Déclaration a fait valoir qu'il importait d'associer pleinement les savants autochtones aux scientifiques internationaux dans la recherche de solutions aux problèmes liés à l'eau.

47. Entre autres processus, la Commission mondiale sur les barrages a permis aux peuples autochtones touchés par la construction de barrages de porter leur situation à l'attention de la communauté internationale.

### Encadré 6

#### **Commission mondiale des barrages. Priorités stratégiques pour la prise de décisions**

Dans son rapport intitulé « Barrages et développement : un nouveau



Dans son rapport intitulé « Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décisions », la Commission mondiale sur les barrages a mis en avant les incidences disproportionnées des grands barrages sur la vie et l'environnement des peuples autochtones dans le monde entier. Elle a également plaidé pour le respect des populations dans le cadre des projets de mise en valeur des ressources en eau et de l'énergie.

En s'appuyant sur les cinq valeurs essentielles que sont l'équité, l'efficacité, la prise de décisions participative, la durabilité et la responsabilité, la Commission a mis au point une méthode constructive et innovante qui s'applique à la prise de décisions et comporte sept priorités stratégiques ainsi que les principes d'action connexes. En prenant le contre-pied de l'approche classique, hiérarchique, axée sur la technologie, elle a prôné l'innovation dans l'évaluation des options disponibles, la gestion des barrages existants, la sollicitation de l'approbation des populations concernées, et la négociation et le partage des bénéfices.

*Approbation des populations concernées*

L'approbation des populations concernées aux décisions essentielles est un élément fondamental du développement équitable et durable des ressources en eau et en énergie. Cette approbation résulte de la reconnaissance des droits, de la prise en compte des risques et de la sauvegarde des avantages de tous les groupes touchés, notamment les populations autochtones et tribales, les femmes et autres groupes vulnérables. Des instruments et mécanismes de prise de décisions appropriés sont utilisés afin de permettre la participation éclairée de tous les groupes et d'obtenir leur approbation manifeste pour les décisions essentielles. Lorsque des projets ont des incidences sur les populations autochtones et tribales, ces processus s'appuient sur le consentement libre, préalable et éclairé de ces populations.

En amenant à la table des négociations tous ceux dont les droits sont menacés par les divers choix qui s'offrent dans le domaine du développement des ressources en eau et en énergie, on crée des conditions favorables au règlement pacifique des conflits d'intérêt. La négociation des résultats influe grandement sur l'efficacité dans l'exécution des projets concernant l'eau et l'énergie, car elle permet d'éliminer suffisamment tôt les projets défavorables aux populations et de ne présenter que les options dont les parties prenantes estiment qu'elles sont les meilleures pour répondre aux besoins en question. Cette méthode devrait produire des changements fondamentaux dans la manière dont les décisions sont prises.

48. En ce qui concerne les peuples autochtones, les priorités stratégiques de la Commission mondiale sur les barrages soulignent la nécessité d'instaurer des processus de prise de décisions fondés sur des accords négociés entre toutes les parties intéressées pour la mise en valeur des ressources en eau et en énergie, dans

le respect des droits fondamentaux des peuples autochtones, y compris leur consentement libre, préalable et éclairé.

49. L'instauration d'un processus de prise de décisions équitable, éclairé et transparent, fondé sur la reconnaissance et la protection des droits et des avantages existants, permettra à toutes les parties prenantes de participer pleinement et activement aux décisions. L'incapacité à reconnaître les droits de tous les groupes touchés, qu'ils soient ou non consacrés par la loi, associée aux risques involontaires importants qui pèsent sur les plus vulnérables, est au centre du débat sur les barrages et des conflits connexes. La Commission mondiale sur les barrages s'est déclarée convaincue que c'est ainsi que l'on pourra régler les conflits latents liés au développement des ressources en eau et aux droits qui s'y rattachent.

50. La Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001) et la Déclaration sur le développement durable de Johannesburg (2002) préconisaient le dialogue et la coopération au sein de la société et entre les cultures, en vue d'utiliser rationnellement et de gérer durablement les ressources terrestres, y compris les eaux douces et les océans.

## **VI. Conclusions et recommandations**

### **Autodétermination des peuples autochtones et droits relatifs à l'eau**

51. Les peuples autochtones ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils ont le droit d'exercer librement leur autorité pleine et entière sur leurs ressources naturelles, y compris l'eau. Leurs droits s'étendent à la quantité et à la qualité de l'eau, et à l'élément eau en tant que composante d'un environnement sain, doté de valeurs culturelles et spirituelles. Il faut respecter les intérêts et les droits des peuples autochtones dans les accords internationaux sur le commerce et l'investissement et tous les projets se rapportant à des utilisations et des attributions nouvelles de l'eau.

52. Il faut que les pouvoirs publics reconnaissent les intérêts et les coutumes des peuples autochtones concernant l'eau en veillant à ce que les droits de ces peuples soient reconnus dans la législation et la politique nationales.

53. L'autodétermination porte également sur la pratique de rites culturels et spirituels liés à l'eau, ainsi que sur l'exercice d'une autorité sur l'administration, l'utilisation, la gestion, la réglementation, le recouvrement, la conservation, la mise en valeur et le renouvellement des ressources en eau, sans interférence aucune.

54. La promotion du respect des droits et des libertés fondamentales des peuples autochtones, notamment le droit à l'autodétermination et au libre usage de leurs terres et de leurs territoires, est nécessaire à l'utilisation et à la conservation de l'eau et des ressources en eau.

55. Le droit international reconnaît les droits des peuples autochtones en ce qui concerne :

- a) L'autodétermination;

- b) L'appropriation, le contrôle et la gestion des territoires traditionnels, des terres et des ressources naturelles;
- c) L'exercice du droit coutumier;
- d) L'autoreprésentation par l'intermédiaire de leurs propres institutions;
- e) Le consentement libre, préalable et éclairé à l'exploitation de leurs terres;
- f) Le contrôle et le partage des avantages issus de l'utilisation de leurs connaissances ancestrales.

56. Les gouvernements devraient appuyer l'adoption immédiate du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui permettrait d'assurer la reconnaissance et la protection des droits de ces populations.

### **Droits fondamentaux relatifs à l'eau**

57. Les gouvernements doivent adopter des politiques relatives à l'eau et reconnaître en celle-ci un droit fondamental qui autorise quiconque à bénéficier d'une eau salubre, disponible en quantité suffisante, peu coûteuse et physiquement accessible, aux fins de besoins personnels et domestiques.

58. Les États doivent honorer leurs obligations et leurs engagements dans le domaine des droits de l'homme, au regard des instruments internationaux juridiquement contraignants dont ils sont signataires, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que leurs obligations au regard des conventions sur l'environnement, telles que la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique.

59. Les obligations contractées par les États dans les domaines des droits de l'homme et de l'environnement doivent s'appliquer aux organisations commerciales internationales. Ces obligations, qui sont juridiquement contraignantes, ne se volatilisent pas une fois franchie la porte de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord général sur les services liés au commerce et d'autres accords commerciaux régionaux et bilatéraux.

60. Pour les peuples autochtones, parmi les critères essentiels qui s'appliquent à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de ces accords internationaux, le respect de leurs droits fondamentaux occupe une place importante.

### **Participation, consultation et consentement préalable donné en connaissance de cause**

61. Les autorités publiques doivent assurer la participation du public à tous les aspects de la gestion de l'eau et de la prise de décisions dans ce domaine,

notamment la participation des peuples autochtones – hommes, femmes, enfants et personnes âgées – lorsqu’elles sont présentes sur les sites concernés.

62. Pour pouvoir recouvrer et conserver les liens qu’ils entretiennent avec leurs eaux, les peuples autochtones doivent avoir le droit de prendre des décisions à ce sujet, à tous les niveaux. Les pouvoirs publics, les entreprises et les organisations intergouvernementales doivent, en vertu des normes internationales relatives aux droits de l’homme, consulter ces populations et solliciter leur approbation libre, préalable et avisée, en recourant à des moyens culturellement adaptés, pour toutes les activités qui impliquent une prise de décisions pouvant avoir des conséquences quelconques, y compris les partenariats. Les consultations doivent être menées dans un profond respect mutuel, à savoir qu’il ne peut y avoir de fraude, de manipulation, de contrainte, ni de garantie qu’un accord sera conclu en ce qui concerne tel projet ou telle mesure.

#### Encadré 7

Le paragraphe 1 de l’article 7 de la Convention No 169 de l’Organisation internationale du Travail dispose ce qui suit :

« Les peuples intéressés doivent avoir le droit de décider de leurs propres priorités en ce qui concerne le processus du développement, dans la mesure où celui-ci a une incidence sur leur vie, leurs croyances, leurs institutions et leur bien-être spirituel et les terres qu’ils occupent ou utilisent d’une autre manière, et d’exercer, autant que possible un contrôle sur leur développement économique, social et culturel propre. »

Conformément à ces principes, l’article 30 du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dispose :

« Les peuples autochtones ont le droit de définir des priorités et d’élaborer des stratégies pour la mise en valeur et l’utilisation de leurs terres, territoires et autres ressources. Ils ont notamment le droit d’exiger que les États obtiennent leur consentement, exprimé librement et en toute connaissance de cause, avant l’approbation de tout projet ayant une incidence sur leurs terres, territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l’utilisation ou l’exploitation des ressources minérales, des ressources en eau ou de toutes autres ressources. »

63. Les stratégies de base relatives à la gestion intégrée des ressources en eau doivent tenir compte de la participation des peuples autochtones et des communautés locales et prévoir la mise en place de mécanismes adéquats aux fins du dialogue et du règlement des différends dans les zones d’aménagement des bassins fluviaux et les zones transfrontalières. Les peuples autochtones sont prêts à collaborer avec les gouvernements pour mettre en place ces mécanismes et partager leur savoir ancestral.

64. Dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau, le processus de prise de décisions participatif doit tenir compte des multiples facettes de la diversité culturelle, du sexe et de l'âge, et tendre vers un consensus éclairé.

Encadré 8

**Principes de la consultation des peuples autochtones**

- Utilisation des systèmes et mécanismes de consultation propres aux communautés;
- Participation pleine et entière des peuples autochtones à ces consultations;
- Possibilité pour les peuples autochtones d'utiliser leurs processus de prise de décisions locaux et traditionnels, notamment la participation directe des autorités spirituelles et protocolaires, des particuliers et des autorités locales, ainsi que des gardiens des traditions, au processus de consultation, et l'expression de leur approbation concernant le projet ou la mesure envisagée;
- Respect du droit de dire non;
- Existence d'orientations éthiques pour un résultat transparent et spécifique.

65. Les gouvernements et les organismes internationaux devraient approuver et appuyer la volonté des peuples autochtones de créer un groupe de travail autochtone visant à faciliter les liaisons entre peuples autochtones et organismes internationaux et, partant, à assurer à ces peuples une assistance technique et juridique pour les questions directement ou indirectement liées à l'eau.

66. Les gouvernements doivent reconnaître que dans de nombreuses cultures autochtones, les femmes sont les gardiennes et les utilisatrices de systèmes traditionnels d'approvisionnement en eau et qu'il est donc nécessaire de les inclure, au même titre que les populations autochtones, aux stratégies de gestion intégrée des ressources en eau.

67. L'analyse des spécificités appliquée aux peuples et aux femmes autochtones et l'utilisation d'indicateurs spécifiques correspondants doivent faire partie intégrante des méthodes appliquées pour atteindre les cibles fixées par le Sommet mondial pour le développement durable et les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Il est nécessaire de procéder à des mesures d'évaluation pour ces cibles et ces objectifs en vue de conserver les effets positifs de la prise en compte systématique du souci d'égalité des sexes au sein des populations autochtones. Il convient d'établir des indicateurs de qualité afin de suivre le processus et ses effets.

## **Établissements humains**

68. L'essor considérable des établissements humains urbains amorcé au cours du siècle dernier ne saurait en aucun cas diminuer l'importance des établissements humains ruraux qui méritent la même attention. Tout programme de travail sur les

établissements humains doit explicitement viser à promouvoir des rapports équilibrés et équitables entre les diverses communautés urbaines et rurales, ainsi que des établissements humains viables eu égard à la planète Terre.

69. Pour assurer aux peuples autochtones la sécurité de jouissance et la protection juridique de leurs terres et territoires, il faut renforcer les plans d'action relatifs aux établissements humains ainsi que les stratégies concernant l'aménagement intégré du territoire et la gestion intégrée des ressources. Le principal défi à relever consiste à assurer la protection juridique des droits des peuples autochtones dans le contexte du développement, notamment dans le processus de planification et de mise en oeuvre de projets d'infrastructure pour les établissements humains – approvisionnement en eau, assainissement et autres.

70. Pour protéger les communautés moins puissantes et vulnérables dont le bien-être est étroitement lié à la diversité biologique et à leur intégration au monde naturel, il faut mettre en place un dispositif de protection visant à lutter contre la surexploitation des terres, des ressources en eau, des forêts et autres ressources des populations autochtones et des communautés rurales, contre les pratiques agricoles non viables et contre le déversement et l'accumulation préjudiciables de déchets.

### **Eau et assainissement**

71. Il faut établir des objectifs régionaux et mondiaux et les associer à des cibles nationales et locales concrètes visant à améliorer les services d'assainissement et d'hygiène, en adoptant des approches communautaires et en gardant à l'esprit le droit de l'homme à une eau non polluée et salubre.

72. Les pays en développement et les pays développés comptant des populations tribales autochtones doivent formuler et renforcer des politiques et des cibles précises ainsi que des cadres institutionnels en vue d'améliorer l'assainissement et de veiller à ce que les peuples autochtones aient accès à un approvisionnement en eau salubre et à des services d'hygiène adéquats.

73. Les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement doivent rester sous la responsabilité du secteur public et tous les gouvernements doivent s'engager dans ce sens. Il s'agit notamment de veiller à ce que des ressources financières suffisantes soient allouées à ce titre et à ce que les capacités locales voulues soient créées. Dans les zones autochtones, il faut prévoir des mécanismes permettant aux habitants desdites zones de décider s'ils souhaitent contrôler et gérer leurs propres systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

### **Barrages et détournement des eaux**

74. Les gouvernements, les institutions financières internationales, les donateurs bilatéraux et le secteur privé devraient cesser de promouvoir des mégaprojets d'approvisionnement en eau sans se référer aux accords internationaux et devraient toujours intégrer les recommandations de la Commission mondiale sur les barrages dans la planification de l'approvisionnement en eau et en énergie, y compris celles qui ont trait aux indemnités. Il s'agit notamment des principes fondamentaux énoncés par la Commission, des priorités stratégiques, du schéma de régulation des droits et des risques et de l'utilisation de multiples critères pour évaluer les options

stratégiques et sélectionner les projets. Le cadre pour un développement attentif aux droits de l'homme de la Commission mondiale sur les barrages, notamment la reconnaissance des droits des peuples autochtones en matière de mise en valeur des ressources en eau, facilite considérablement les prises de décisions en faveur du développement durable.

## **Climat et ressources en eau**

75. Si l'on ne se penche pas sur le problème des changements climatiques, la variabilité climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes empêcheront la réalisation d'ici à 2015 des objectifs du Millénaire en matière de développement. Il est impératif que les États s'acquittent des mandats que leur a confiés la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et ratifient le Protocole de Kyoto. Il faut que les gouvernements cessent de subventionner la production et le traitement de combustibles fossiles et s'emploient énergiquement à réduire les émissions de gaz à effet de serre en appelant l'attention sur la déclaration du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat selon laquelle une réduction immédiate de 60 % des émissions de gaz carbonique est nécessaire pour stabiliser le réchauffement de la planète.

76. Il faut renforcer l'ensemble des politiques d'adaptation aux répercussions de la variabilité et de l'évolution du climat et, parallèlement, lutter plus agressivement contre les émissions de gaz à effet de serre afin de les réduire encore davantage.

77. Il importe que les peuples et les communautés autochtones prennent part à la prise de décisions portant sur l'ensemble des politiques visant à faire face aux changements climatiques ainsi que sur les modalités de prise en compte de la variabilité et de l'évolution du climat dans les politiques et pratiques de gestion des ressources en eau aux niveaux local, national et international.

## **Approche écologique en matière de gestion des ressources en eau et savoir écologique autochtone**

78. Pour le processus de mise en oeuvre, il convient de suivre une approche écologique qui intègre les principes du savoir écologique autochtone dans la gestion des ressources en eau. L'approche écologique et le savoir écologique autochtone donnent des perspectives différentes à la gestion intégrée des terres, des forêts, des océans, de l'air, des établissements humains et des ressources en eau.

79. La notion de gestion intégrée des ressources en eau implique, par sa définition même, que l'on reconnaisse l'optique écosystémique en matière de gestion des bassins fluviaux, en particulier le fait que les écosystèmes sont la base des moyens d'existence des populations et de la conservation de la diversité biologique.

80. Dans une optique écologique, les gouvernements devraient communément appliquer les dispositions ci-après :

a) Intégrer les principes du savoir écologique traditionnel concernant le caractère sacré de l'eau et la nécessité de protéger toutes les ressources en eau dans les sites sacrés;

- b) Protéger et restaurer les écosystèmes, les eaux vives, les zones humides, l'eau douce, les lacs, les bassins fluviaux et les aquifères, autant de ressources en eau indispensables;
- c) Laisser suffisamment d'eau dans les rivières pour maintenir les bénéfices en aval et l'écoulement fluvial en amont;
- d) Formuler des plans d'action pour mettre en oeuvre l'Initiative sur la gestion intégrée des bassins fluviaux;
- e) Protéger tous les océans, les récifs coralliens et les systèmes côtiers en ayant recours à un système de protection de la gestion durable des pêcheries et de l'aquaculture;
- f) Protéger les montagnes, les forêts, les cours supérieurs des rivières et des fleuves;
- g) Intégrer la protection et la restauration des zones humides dans la planification des ressources en eau et de l'aménagement des terres;
- h) Établir des régimes adéquats de gestion de la diversité pour les ressources biologiques aquatiques vitales;
- i) Protéger les écosystèmes d'eau douce et la diversité biologique par le biais d'une gestion durable des pêcheries en eau douce;
- j) Intégrer la gestion des terres, de l'air et des ressources en eau en s'attachant particulièrement à la protection de l'environnement et à la conservation des ressources;
- k) Mettre en oeuvre des programmes de contrôle, de traitement et de prévention de la pollution des bassins atmosphériques et des bassins versants, assortis de cadres financiers et juridiques en vue de leur application;
- l) Élaborer plus avant la notion de débit écologique fonctionnel et l'appliquer au niveau des bassins afin de faciliter la recherche d'un équilibre entre l'eau nécessaire à l'alimentation et l'eau nécessaire à la sécurité environnementale;
- m) Protéger les espèces, les habitats et la diversité biologique;
- n) Dans les régions arctiques, protéger les glaciers, la neige et la glace qui comptent pour l'intégrité biologique de l'environnement arctique;
- o) Protéger les glaciers et l'enneigement dans les régions montagneuses qui comptent pour l'intégrité biologique des systèmes fluviaux et des bassins hydrographiques.

#### Encadré 9

##### **Savoir écologique autochtone**

Les connaissances et les pratiques traditionnelles des populations autochtones sont des systèmes gérés de façon dynamique qui, s'inspirant des lois naturelles et spirituelles, veillent à l'utilisation durable des ressources par le biais de la conservation du patrimoine. Le savoir écologique autochtone représente les connaissances accumulées pour comprendre la place de chacun dans sa relation à l'univers, relation qui touche aussi aux savoirs et aux pratiques des communautés autochtones



Les connaissances et les pratiques traditionnelles des populations autochtones sont des systèmes gérés de façon dynamique qui, s'inspirant des lois naturelles et spirituelles, veillent à l'utilisation durable des ressources par le biais de la conservation du patrimoine. Le savoir écologique autochtone représente les connaissances accumulées pour comprendre la place de chacun dans sa relation à l'univers, relation qui touche aussi aux savoirs et aux pratiques des communautés autochtones quant aux aspects cosmospirituels, biophysiques, socioéconomiques et historico-culturels de leur environnement local. Le savoir écologique autochtone fait fond sur les expériences acquises par les générations précédentes et il peut être adapté, s'il y a lieu, aux changements technologiques et socioéconomiques actuels. Le système de gestion et d'utilisation des ressources en eau des peuples autochtones repose sur des principes et des pratiques qui établissent un équilibre entre les besoins immédiats et les besoins écologiques, environnementaux et autres liés aux espèces vivantes – plantes, poissons, animaux et autres personnes – et à la viabilité des générations futures. Le savoir écologique autochtone comprend les rapports spirituels, les relations avec l'environnement naturel, les modes d'utilisation de ses ressources, les relations entre les hommes, les relations avec les animaux, les oiseaux, les poissons, les forêts, les plantes, l'eau, les océans et tous les éléments qui se trouvent reflétés dans les langues, les organisations sociales, les valeurs, les institutions et les lois.

*Source* : Réseau pour la défense de l'environnement.

## **Privatisation et marchandisation de l'eau**

81. Il faut que les ressources en eau et les services d'approvisionnement en eau demeurent en dehors de l'Accord général sur le commerce des services de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres accords commerciaux multilatéraux et régionaux.

82. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques régionales, telles que la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement, devraient cesser de subordonner l'octroi de nouveaux prêts et le renouvellement d'anciens prêts consentis aux pays en développement à la privatisation de l'eau ou au « recouvrement total des coûts ».

## **Responsabilisation des gouvernements et des entreprises**

83. Des mécanismes politiques, techniques et juridiques devraient être mis au point aux niveaux national et international de sorte que les États ainsi que les sociétés transnationales et les institutions financières internationales soient tenues responsables pour toute action ou inaction qui menace l'intégrité de l'eau, de la terre, de l'air, de la diversité biologique, des populations autochtones et des communautés locales.

## **Gouvernance**

84. Il faut que les pays en développement prennent directement la responsabilité d'établir une bonne gouvernance et des plans de gestion des ressources en eau et veillent à ce que l'eau soit intégrée aux stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. La bonne gouvernance est indispensable si l'on veut trouver des solutions durables aux besoins en eau des populations autochtones et des pauvres dans les pays en développement.

85. Les pays développés qui comptent des populations autochtones doivent prendre directement la responsabilité d'établir une bonne gouvernance et des plans de gestion des ressources en eau à l'intention des populations autochtones et des communautés pauvres. La bonne gouvernance est indispensable si l'on veut satisfaire durablement les besoins en eau des populations autochtones et des pauvres dans les pays développés.

86. Les gouvernements doivent faciliter la participation et la coopération des peuples autochtones et les partenariats entre eux, en ce qui concerne tous les aspects de l'utilisation, de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau agricoles, reconnaître le savoir autochtone en matière de gestion des ressources en eau, faciliter l'accès aux ressources en eau et prendre en considération les intérêts des peuples autochtones quant à l'utilisation, à la distribution et aux usages coutumiers de l'eau.

## **Financement et investissements**

87. Les accords internationaux sur le commerce et les investissements et tous les plans concernant les nouvelles utilisations et allocations des ressources en eau doivent respecter les intérêts et les droits des peuples autochtones.

88. Les gouvernements doivent reconnaître qu'il importe d'appuyer les investissements locaux de faible envergure effectués par les collectivités locales et les communautés autochtones, avec le concours des organisations non gouvernementales. Les règlements des organismes de financement multilatéraux n'autorisent pas le prêt à des collectivités locales et à des communautés autochtones, aussi ces derniers ont-ils besoin de mécanismes d'appui direct à leurs niveaux respectifs.

89. Le droit international doit veiller à ce que les ressources en eau ne soient pas utilisées comme un instrument d'oppression et contribuent en revanche au développement de la coopération locale, nationale et régionale.

90. Il faut mettre en place des systèmes internationaux et nationaux de remise en état, de financement, d'investissement et de compensation en partenariat avec les peuples autochtones pour rétablir l'intégrité des ressources en eau et des écosystèmes.

## **Renforcement des capacités et transfert des technologies**

91. Les initiatives de renforcement des capacités et de transfert des technologies doivent tenir compte des pratiques traditionnelles des peuples autochtones,

notamment en matière de gestion traditionnelle des ressources en eau, en tant que systèmes régulés, adaptés à un environnement changeant. Ces pratiques traditionnelles de protection des ressources, basées sur les lois naturelles et spirituelles, assurent une utilisation durable. Le renforcement des capacités comporte entre autres la formulation de programmes d'enseignement du savoir écologique autochtone relatif à l'eau et aux systèmes autochtones de gestion des ressources en eau.

92. Les gouvernements doivent reconnaître qu'il est nécessaire d'utiliser des techniques telles que la collecte des eaux de pluie, l'irrigation au goutte-à-goutte, la rotation des cultures et les autres savoirs et pratiques autochtones axés sur la conservation de l'eau dans le contexte des méthodes d'exploitation agricole actuelles.

93. Il faut recenser et adopter des technologies écologiquement rationnelles; des incitations économiques doivent être données en faveur de l'utilisation de systèmes de prévention et de contrôle de la pollution. En tant que mécanisme visant à protéger la santé des bassins versants et des systèmes d'eau souterraine, il convient d'accorder la plus haute priorité à la mise en place d'un système de traitement des eaux usées pour réduire au minimum le volume des déchets produits et constamment recycler et réutiliser les eaux usées.

94. Des technologies pratiques, efficaces et à bon marché sont d'importants instruments pour fournir une eau salubre propre à la consommation et un assainissement de base.

95. Le renforcement des capacités est le principal objectif des politiques relatives aux ressources en eau, politiques qu'il conviendrait de renforcer par de nouvelles dispositions axées en particulier sur le renforcement des capacités des communautés autochtones, des communautés locales et des organismes gouvernementaux.

96. Pour ce qui est de la sensibilisation, de l'éducation et des supports et méthodes en matière de renforcement des capacités, la diversité culturelle et le dialogue interculturel devraient en être les principes directeurs.

97. Il convient d'intégrer aux conférences scientifiques et professionnelles des réunions sur les connaissances et les pratiques coutumières pertinentes des peuples autochtones.

98. Il ne faut pas que la trop grande dépendance à l'égard de méthodes et de normes relativement récentes et étroitement définies par les scientifiques réductionnistes occidentaux viennent compromettre le savoir traditionnel autochtone accumulé au cours des millénaires. Les peuples autochtones appuient la mise en oeuvre de mesures rigoureuses qui leur permettront de participer pleinement et sur un pied d'égalité au dialogue ainsi que de faire partager leurs acquis d'expériences, leur savoir et leurs préoccupations.